



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article459>

La Sécurité, la Stabilité et le Développement dans l'espace sahélo-saharien

- Z - Archives - Conférences internationales -



Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2008

Date de parution : 1er décembre 2007

Union des Forces de Progrès

RAPPORT GENERAL DE L'ATELIER

A l'initiative du Front pour la Démocratie et la République (FDR), s'est tenu les 30 novembre et 1er décembre, dans la salle Wa Kamissoko du centre international de conférence de Bamako un atelier sur le thème : « La Sécurité, la stabilité et le développement dans l'espace sahélo -saharien ». Ont participé à cet atelier, organisé en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert , des partis politiques de la majorité présidentielle, des partis membres du FDR, des députés à l'Assemblée nationale du Mali, des élus du Nord, des conseillers nationaux, des experts gouvernementaux, des membres de la société civile - en particulier du Nord Mali- des représentants des ambassades de l'Algérie, du Burkina Faso, des États-Unis d'Amérique, de France, du Maroc, du Sénégal, des experts mauritaniens, nigériens et une délégation de parlementaires nigériens.

La cérémonie d'ouverture était présidée par M. Tiébilé Dramé, président en exercice du FDR.

Elle a en outre enregistré le discours de circonstance du Docteur Salabary Doumbia, représentant la Fondation Friedrich Ebert, partenaire technique et financier (PTF).

Premier du genre, cet atelier s'est déroulé sous la forme de trois tables rondes successives et avait pour objectif un débat approfondi posant un diagnostic précis de la situation au Nord et envisageant les moyens à mettre en oeuvre pour une résolution définitive de la crise.

La première table ronde avait pour thème : "Les causes, manifestations, conséquences et caractéristiques des rébellions au Mali et au Niger."

Elle était animée par un panel composé de :

Conférenciers :

- ▶ M. Ibrahim Samba Traoré (sur le Mali). Chargé de mission à la Présidence de la République (1992-2002)
- ▶ M. Massoudou Hassoumi (sur le Niger). Secrétaire Général Adjoint du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme. (PNDS)

Modérateur :

- ▶ M. Ousmane Ag Rhissa : Rassemblement Pour le Mali (RPM)

1. Communication de M. Ibrahim Samba Traoré (cas du Mali)

Il ressort de cette communication que : Les Causes de la rébellion pourraient être entre autres :

- ▶ Le sous développement ;
- ▶ La volonté de revanche contre les répressions de Kidal en 1963 ;
- ▶

« L'irrédentisme touareg » ;

- ▶ Les politiques répressives et l'extension de la rébellion ;
- ▶ Le combat pour la démocratie.

Manifestations et caractéristiques de la rébellion :

- ▶ Attaques surprises contre les forces de défense ou de sécurité pour s'approvisionner en moyens et matériels de combat et intimider l'Etat ;
- ▶ Pillages et enlèvements de biens publics ou de particuliers ;
- ▶ Recherche de position de force dans la perspective d'éventuelles négociations ;
- ▶ Communication, activisme médiatiques ;
- ▶ Entraînement des communautés d'origine « victimes réelles ou potentielles de l'Etat à combattre. »

Conséquences de la rébellion :

- ▶ L'émergence et l'extension d'un banditisme antérieurement inconnu ;
- ▶ Les frontières, déjà poreuses, sont devenues totalement ouvertes dans leurs parties septentrionales ;
- ▶ La rébellion a accéléré l'initiative dans la prise en compte des spécificités des régions Nord. La nécessité de mieux répondre à des attentes légitimes. C'est l'esprit même de la décentralisation ;
- ▶ La mise en évidence d'un destin partagé pour nombre de pays de l'espace sahélo-saharien.

De la gestion de la crise :

- ▶ La rencontre à Djanet en Libye entre l'Etat malien et le mouvement rebelle : résultats peu probants ;
- ▶ L'instauration d'une ligne rouge, un « Red line » ;
- ▶ La gestion du problème du Nord : une affaire des seuls « Grands Chefs » ;
- ▶ La rencontre à Tamanrasset entre Etat et mouvement rebelle les 5 et 6 janvier 1991 ;
- ▶ Le Pacte national signé le 11 avril 1992 à Bamako : implication des populations ; conférence préparatoire à Ségou et Mopti sous les auspices du CTSP. La gestion sera celle d'un peuple concerné, uni et décidé ;
- ▶ Le Mouvement du 23 mai : gestion solitaire donc aventureuse.

Conclusion :

Ces différentes méthodes adoptées sont riches d'enseignements. Il s'agit d'un problème national qui ne saurait être géré en excluant les différentes institutions et les forces vives du pays.

2. Communication de M. Massoudou Hassoumi (cas du Niger) Il ressort de cette communication ce qui suit :

L'espace touareg du nord Niger pendant :

- ▶ La période précoloniale : carrefour d'échanges entre l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique ;
- ▶ Sous le régime colonial : destruction de l'économie des populations touareg ; esprit de scission contenu dans l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS), essais nucléaires, luttes d'indépendance ;
- ▶ Le régime du président Diouri Hamani : 1960-1974 : une approche politique d'intégration notamment par la nomination d'un ministre chargé des affaires nomades et arabes ;
- ▶ Le régime du président Seyni Kountché : 1974-1987 : une approche sécuritaire ;
- ▶ Des années 1990 à nos jours : c'est l'approche des processus démocratiques : ouverture de la « boîte de pandore », récurrence de la rébellion.

Conclusion :

- ▶ Les autorités nigériennes actuelles sont engagées dans une gestion exclusivement sécuritaire de la rébellion du fait de sa connexion avec des milieux mafieux d'une part, et du fait qu'un autre type de gestion créerait les conditions d'une récurrence du phénomène d'autre part ;
- ▶ Il est évident qu'aucun Etat pris isolément ne peut contrôler l'espace Saharien ;
- ▶ La seule gestion sécuritaire ne constitue pas une réponse durable aux situations de crise dans ces régions ;
- ▶ Ne doit-on pas s'acheminer vite vers la création d'une organisation commune des Etats sahariens en vue d'une gestion partagée tant sécuritaire qu'économique de cet espace ?

La deuxième table ronde avait pour thème : « Les nouvelles dimensions de la crise du Nord : Trans-nationalité, trafic de drogue, de cigarettes, circulation des armes, islamisme. »

Le panel était constitué de :

Conférenciers :

- ▶ M. Soumeylou Boubèye Maïga : Ancien Ministre des Forces Armées et des Anciens Combattants
- ▶ M. Mohamed Ould Maouloud : Président de l'Union des Forces du Progrès(UFP) Mauritanie
- ▶ M. Zeïni Moulaye : Ancien Ministre
- ▶ M. Ahamada Ag Bibi : Député à l'Assemblée nationale. Signataire de l'Accord d'Alger du 4 juillet 2006. Porte parole de l'Alliance du 23 mai
- ▶ M. Mahamadou Diagouraga : Président du Comité de Suivi de l'Accord d'Alger
- ▶ Modérateur : M. Tiébilé Dramé : Ancien Ministre

1. Communication de M. Soumeylou Boubèye Maïga

Il ressort de cette communication ce qui suit :

- ▶ La vulnérabilité de la zone sahélo-saharienne est à mettre en rapport avec la conflictualité générale du continent ;
- ▶ L'imbrication des facteurs internes et externes : fragilité des systèmes démocratiques, faiblesse et/ou effondrement des institutions étatiques ; instrumentalisation des différentes identités ; militarisation de la société civile ; lutte pour le contrôle des ressources et la criminalisation des circuits économiques et financiers ; activisme religieux associé à des réseaux terroristes ;
- ▶ Une sanctuarisation et une expansion en spirale favorisée par l'existence d'espaces frontaliers qui donnent une dimension régionale aux différentes crises. Des zones refuges, vides d'autorité se sont constituées pour la formation, le ravitaillement et le repli « jihadistes » et de trafiquants ;
- ▶ La perméabilité des frontières a provoqué l'émergence de « zones ethno fédérales » transformant en territoire unique de vastes espaces transfrontaliers sous l'action d'acteurs non étatiques ;
- ▶ La lutte pour le contrôle des ressources de l'économie mafieuse ;
- ▶ La défaillance des Etats à l'égard d'une demande accrue dans les secteurs de base (eau, éducation, santé) favorisant l'installation d'associations et d'ONG endoctrinant, manipulant et recrutant ;
- ▶ La proximité géographique, culturelle et religieuse avec le Maghreb et le Moyen Orient (fronts de guerre contre le terrorisme islamiste) ;
- ▶ La position géographique de la zone qui en fait une passerelle sur l'Afrique du Nord l'Europe et le Moyen Orient ;
- ▶ L'incapacité des gouvernements à surveiller leurs périphéries ou des groupes terroristes peuvent s'organiser, prospérer et s'exporter.

L'Islamisme au Sahel :

▶

Le poids des « Afghans » : l'activation des foyers au Mali et au Niger coïncide avec la fin de l'intervention soviétique en Afghanistan ;

- ▶ L'exportation de la « Dawha » du Peshawar pakistanais à Kidal ;
- ▶ La proximité de l'Algérie où le GSPC est devenu le centre de gravité d'Al Qaïda en Afrique du Nord et de l'Ouest le conflit s'y est affilié.

Les Réponses :

- ▶ L'Initiative Pan Sahel en 2003 pour les pays de l'intersection Afrique du Nord/Afrique de l'Ouest : Tchad, Niger, Mali, Mauritanie ;
- ▶ L'Initiative Trans- saharienne sur le terrorisme incluant le PSIC, l'Algérie et le Sénégal et trois observateurs (Nigeria, Tunisie, Maroc) ;
- ▶ Afrikom, d'inspiration américaine, qui unifie dans le même cadre stratégique : renseignement militaire, présence diplomatique, capacité d'action, contre terrorisme et promotion de la bonne gouvernance ;

Drogue et Sécurité :

- ▶ Le Nord Mali est le noeud routier de tous les trafics, c'est une zone de trafic : a) A partir de la façade Atlantique : Maroc, Mauritanie, Guinée Bissau, Sénégal vers l'Egypte et l'Occident via le Liban ; b) Tinzawatène = zone de dépotage. Plusieurs secteurs sont contrôlés par des bandes rivales ou complices. Présence d'énormes enjeux financiers dont le contrôle suscite conflits et confrontations.

Les Réponses :

- ▶ Prendre conscience que l'évolution internationale a abouti à une réévaluation de l'importance géopolitique de cet espace qui va de l'Atlantique à la Mer Rouge ;
- ▶ Prendre conscience de l'importance des trafics transfrontaliers du fait du potentiel de richesses naturelles ;
- ▶ Prendre conscience que les facteurs internationaux (conférant de nouvelles dimensions) ne sont pas les causes premières de l'instabilité ;
- ▶ Nécessité de renforcer les capacités opérationnelles pour surveiller, détecter et neutraliser les vecteurs d'une crise politico-religieuse dans un cadre de coopération internationale ;
- ▶ Il faut une solution globale dans un cadre sous- régional parce qu'il s'agit d'un problème persistant, commun à plusieurs Etats et à dimensions multiples.

2. Communication de M. Mohamed Ould Maouloud



Il ressort de cette communication ce qui suit :

Causes des nouvelles dimensions de la rébellion :

- ▶ Montée des compétitions et tensions interethniques dans le contexte de transition démocratique et de

fragilisation de l'emprise de l'Etat sur l'espace et la société ;

- ▶ Crise du modèle économique et aggravation du processus de déstructuration sociale (exode rural, chômage, désarroi des jeunes) ;
- ▶ Intervention d'acteurs exogènes difficilement contrôlables par l'Etat pris tout seul (mouvements armés islamiques ou ethnistes, réseaux internationaux du crime organisé, intervention de grandes puissances).

La crise de l'Etat :

- ▶ La sécheresse des années 1970 a déstabilisé le monde rural en particulier les sociétés nomades ;
- ▶ L'échec des modèles économiques en place depuis l'indépendance ;
- ▶ L'incapacité du modèle étatique hérité de l'indépendance.

Les dominos des conflits interethniques :

- ▶ Le tracé des frontières : a) Les Etats de la zone sahélo-saharienne ont intégré des communautés nomades et sédentaires aux modes de vie contradictoires ; b) Les communautés ethniques d'un pays ont souvent leur prolongement au-delà des frontières étatiques.

* **Réponses des Etats** : Le recours à la violence comme mode de règlement des différends politiques.

* Formes

- ▶ La menace des réseaux mafieux : a) La nouvelle stratégie des cartels de la drogue d'Amérique Latine fait de cette zone une cible privilégiée ; b) Grandes infiltrations : les narcotrafiquants utilisent les élections pour placer leurs hommes liges au pouvoir ; c) Création de situations d'instabilité et de non droit pour prospérer ; d) Création de convergence d'intérêts objectifs avec les rebellions armées.

Solutions :

- ▶ La libéralisation politique même limitée constitue un recours efficace ;
- ▶ Le recours à la violence doit être banni ;
- ▶ Le traitement de la question des minorités et de leurs droits doit être entrepris ;
- ▶ Une coopération forte entre les Etats cibles avec l'appui de puissances ayant les moyens et l'expérience de la lutte contre le trafic de drogue pour éviter la « haïtisation » (drogue+ pauvreté), pour éviter aussi de donner un caractère endémique à la rébellion comme en Birmanie ou en Colombie ;
- ▶ Nécessité d'une rencontre régionale pour que les acteurs élaborent une vision commune sur ces défis ;
- ▶ Nécessité de définir le cadre et le principe d'une coopération internationale contre les groupes armés et les narcotrafiquants.

3. Communication de M. Zeïni Moulaye

Il ressort de cette communication ce qui suit : Intervention sur trois points : 1°)

- ▶ Affirmer la souveraineté nationale du Mali par l'instauration de l'autorité de l'Etat de façon participative, par une gestion participative de base. Sortir de la gestion confidentielle de la crise notamment dans sa dimension opérationnelle ;
- ▶ Envisager l'interactivité des problèmes ;
- ▶ Marquer la présence ferme et visible de l'Etat sur l'ensemble du pays en veillant à l'application ferme des principes fondamentaux ; 2°)
- ▶

Réaffirmer notre politique internationale par une refondation de notre politique extérieure. Le moment est venu de l'adapter à la réalité du monde moderne. Il ne s'agit pas d'élaborer des plans dans des cabinets ministériels mais bien d'impliquer l'ensemble des forces vives, pour ce faire ; 3°)

- ▶ Rompre avec l'image d'un Mali où tout est permis et pour cela dire non à certaines situations qui nous spolient.

4. Communication de M. Ahmada Ag Bibi Il ressort de cette communication ce qui suit : Dans le cadre de la recherche d'une paix durable à la crise du Nord il faut :

- ▶ Se pencher sur le cas spécifique de la région de Kidal qui n'a connu que les horreurs de la guerre depuis la période coloniale ;
- ▶ Moraliser l'utilisation des efforts financiers destinés au développement de la région et qui n'a jusqu'ici servi qu'à enrichir des individus malhonnêtes. La région de Kidal est à l'abandon (pas de routes, pas d'eau, pas d'aéroport, pas d'hôpital, pas de soins vétérinaires, contraignant la population à vivre de contrebandes ;
- ▶ Faire le constat du déficit d'intégration pour les populations à peau blanche de la zone ;
- ▶ Attirer l'attention sur l'amalgame qui conduit à incriminer souvent et à faire payer l'ensemble d'une communauté quand seulement quelques individus sont en cause ;
- ▶ La réponse de l'Etat toutes ces années a été celle militaire avec comme corollaire la force brutale. C'est une mauvaise réponse.

Pour mettre fin à la crise récurrente du Nord, il faut :

- ▶ Une vision, une approche et une volonté nouvelles qui s'attaqueront sincèrement et objectivement à ce problème maliano- malien ;
- ▶ Surmonter le préjugés et avoir le courage historique d'affronter sereinement cette question d'intérêt national ;
- ▶ Avoir le souci d'une vraie unité nationale ;
- ▶ La tenue urgente de concertations nationales dans le cadre de la recherche d'une solution définitive à la crise ;
- ▶ Effacer l'image erronée, négative et dangereuse de rebelles, de bandits, de racistes, qui colle aux populations de Kidal ;
- ▶ Bannir la haine et tenir le langage de la vérité pour bâtir ensemble le Mali ;
- ▶ Rompre la chaîne pour « qu'après mon père et moi mon fils ne devienne à son tour rebelle. » (Ag Bibi) ;
- ▶ Les populations de Kidal souhaitent obtenir le statut de Maliens à part entière et quitter celui de Maliens à part.

5. Communication de M. Mahamadou Diagouraga

Il ressort de cette communication ce qui suit : Dans la recherche de solutions à la crise née après le 23 mai 2006, l'Etat privilégie la résolution de celle-ci par les voies du dialogue pour éviter les dérapages et la surenchère par :

- ▶ L'engagement de la concertation avec les jeunes en armes, les inciter à une plus grande participation aux élections pour régler les problèmes sociologiques et politiques de leur représentativité au sein de la communauté locale ;
- ▶ La disponibilité des partis politiques à faire de la place aux jeunes compétences en leur sein ;
- ▶ Convaincre les jeunes que le développement est un processus qui ne concerne pas seulement Kidal. C'est la conviction que partagent les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui prennent en compte l'ensemble des préoccupations du Nord ;
- ▶ Instaurer la paix et la sécurité à partir des actions de chaque ministère en mettant en place des mesures sécuritaires pour endiguer l'insécurité ;
- ▶ Bannir la gestion sécuritaire de la crise dont les conséquences peuvent être graves ;
- ▶ Envisager la crise du Nord comme un problème de grande dimension surtout pour les jeunes afin d'éviter révoltes, chômage et déperdition. Il faut leur donner une formation autre que celle des armes ;
- ▶ Lire les événements survenus au Nord comme étant plus la résultante de la sauvegarde de l'intérêt de quelques uns que de la recherche de quelques nobles causes ;
- ▶ Faire la distinction entre ceux qui veulent le développement et ceux qui sont partisans de faire le feu (une vingtaine d'individus).
- ▶

Les analyses de M. Soumeylou Boubeye Maïga sont prises en compte.

La troisième table ronde avait pour thème « Les Pistes de Solutions »

Conférencier : M. Tiébilé Dramé



Il ressort de cette communication ce qui suit :

- ▶ Il faut rompre la chaîne des rebellions.
- ▶ Comment faire en sorte que le fils de Ahamada Ag Bibi ne soit pas obligé à son tour de prendre les armes, comme son père et son grand père ?
- ▶ La solution militaire a montré ses limites ;
- ▶ Le Règlement de la crise par le dialogue, la négociation, la concertation ;
- ▶ Le Règlement de la crise par la voie démocratique ;
- ▶ Le recours à la voie communautaire par :

" Le recours à la société civile : notabilités, chefferies traditionnelles, jeunes, femmes ;

" Une gestion durable de la crise s'appuyant sur le capital social : engager la responsabilité de la société civile et ne pas seulement en faire une affaire d'experts et de militaires ;

- ▶ L'implication des partis politiques, des associations démocratiques qui doivent se saisir de la question et ne plus la lâcher ;
- ▶ Le désenclavement des régions Nord du Mali.

Ensuite il faut :

- ▶ Veiller à la moralité des investissements destinés au Nord ;
- ▶ Créer une cellule stratégique, sous la forme d'un conseil national de sécurité, auprès du président de la République, pour réfléchir aux problèmes du Nord ;
- ▶ Réfléchir, anticiper les questions de sécurité et de stabilité du pays ;
- ▶ Envisager tous les aspects liés à l'intégration du Nord en particulier le problème des jeunes en armes, revenant de Libye ou celui de la crise du Sahara Occidental ;

- ▶ Gérer en urgence le Nord en professionnel, face à la criminalisation des circuits économiques ;
- ▶ Eviter l'amateurisme, l'improvisation ;
- ▶ Favoriser l'intégration nationale par la création d'internats dans les lycées des régions de Tombouctou, Gao, Kidal pour permettre le brassage des jeunes sur le long terme ;
- ▶ Créer un Ministère chargé du développement des régions sahéliennes et sahariennes ;
- ▶ Faire chanter dans les écoles l'hymne national pour renforcer chez les jeunes le sentiment d'appartenance à un même pays, à une même patrie ;
- ▶ Engager un processus de règlement de la crise dans un contexte sous- régional.

CONCLUSION : Des débats fructueux ont permis de :

- ▶ Proposer des recommandations spécifiques ;
- ▶ Disposer de pistes de réflexion et d'actions, d'idées novatrices pour favoriser et impulser la dynamique de paix dans l'espace sahélo-saharien ;
- ▶ Donner des orientations et des repères pour une meilleure conceptualisation des moyens à mettre en oeuvre pour stabiliser et développer les régions du Nord ;
- ▶ Recommander l'organisation d'un forum ou d'une conférence nationale sur la crise du Nord avant celui sous-régional sur la sécurité, la stabilité et le développement dans l'espace sahélo-saharien des partis et associations démocratiques ;
- ▶ Recommander la mise en place d'un collectif composé des représentants des partis et associations qui ont participé à l'atelier pour organiser le forum national et la conférence sous-régionale ;
- ▶ Mettre à la disposition des autorités gouvernementales les conclusions de l'atelier, de la concertation nationale et de la conférence sous-régionale sur la crise du Nord.

L'Atelier a enregistré avec bonheur que le CEPIA dirigé par M. le Ministre Ousmane SY est disposé à accompagner techniquement et financièrement la tenue du forum sous - régional qui pourrait se tenir en février-mars 2008. La cérémonie de clôture a été présidée par M. Tiébilé Dramé président en exercice du Front pour la Démocratie et la République (FDR). A cette occasion, au nom de leur délégation respective M. Assarid Ag Imbarkawane, vice Président de l'Assemblée nationale du Mali, M. Mahamadou Diagouraga, Président du Comité de Suivi de l'Accord d'Alger, M. Brigi Rafini, chef de la délégation de parlementaires nigériens ayant pris part aux travaux, ont dit leur satisfaction. Ils ont en outre félicité les organisateurs pour leur initiative et ont pris date pour la concertation nationale et le forum sous-régional.

Rapporteur général : M. Sidy El Moctar Kounta Bamako, 3 décembre 2007

Centre International de Conférences de Bamako (CICB) 30 novembre - 1er décembre 2007 Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana, Tél (223) 678 90 64/ 619 65 54 BP E 2235 Bamako - Mali
